

Protection de l'Environnement
245 rue Garibaldi
69003 Lyon

Lyon, le 23/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SECANIM SUD-EST (REFOOD - SARVAL)

18 RUE DES BOUILLOTS
03500 Bayet

Références : PNE2024-006
Code AIOT : 0056900370

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/01/2024 dans l'établissement SECANIM SUD-EST (REFOOD - SARVAL) implanté 44 AVENUE MONTMARTIN 69960 CORBAS. L'inspection a été annoncée le 10/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite se déroule dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle 2023. Aussi, l'exploitant a déposé un porter-à-connaissance suite à la modification de la nomenclature des installations classées par le décret n° 2023-153 du 2 mars 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SECANIM SUD-EST (REFOOD - SARVAL)
- 44 AVENUE MONTMARTIN 69960 CORBAS
- Code AIOT : 0056900370
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SECANIM SUD EST est une filiale du groupe SARIA.
Ses activités sont réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 mai 2018.
Elles consistent, pour celles étant classées en autorisation, en :

- une activité de dépôt et de transit de sous-produits animaux (rubrique 2731) ;
- une installation de traitement de déchets non dangereux (rubrique 2791)

L'établissement effectue des opérations de transit/regroupement de biodéchets ; l'activité de déconditionnement a cessé.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Intégration paysagère : propreté
- Prévention des risques technologiques : contrôle des accès
- Prélèvements et consommations d'eau : approvisionnement, protection et autosurveillance
- Collectes des effluents liquides : plan des réseaux
- Gestion des déchets produits : séparation et autosurveillance
- Dispositions d'exploitation : vérification périodique et maintenance des équipements
- Prévention des accidents : vérification périodique et maintenance des installations électriques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Un porter-à-connaissance est en cours d'instruction suite à la modification de la nomenclature. L'activité exercée correspond à la rubrique nouvellement créée 2783 (Installation de déconditionnement de biodéchets ayant fait l'objet d'un tri à la source en vue de leur valorisation organique). De facto, la rubrique 2791 n'est plus d'actualité.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Propreté	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 9.1	Sans objet
2	Propreté de l'installation	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 24.3	Sans objet
3	Approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 16.1	Sans objet
4	Protection des réseaux d'eau potable	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 16.2	Sans objet
5	Relevé des prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 30.1	Sans objet
6	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 17.2	Sans objet
7	Séparation des déchets	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 19.2	Sans objet
8	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 24.4	Sans objet
9	Vérification périodique et maintenance des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 26.1	Sans objet
10	Vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 28.3	Sans objet
11	Suivi des déchets	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 30.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'entreprise SECANIM SUD-EST (REFOOD - SARVAL) est une structure dont l'aménagement et l'entretien sont globalement satisfaisants. Le suivi documentaire est correctement réalisé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Intégration paysagère
Prescription contrôlée : L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues sont mis en place en tant que de besoin.
Constats : Prescription respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Propreté de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 24.3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.
Constats : Prescription respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 16.1
Thème(s) : Autre, Prélèvements et consommations d'eau
Prescription contrôlée : Prélèvement maximal annuel : 40 000 m ³ /an Débit maximal journalier : 150 m ³ /j
Constats : Prélèvements annuels : - 2022 : 8 072 m ³ - 2023 : 7 002 m ³ Débit maximal journalier : non concerné puisque les rejets aqueux ne sont plus dirigés vers la station de prétraitement et la station d'épuration.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Protection des réseaux d'eau potable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 16.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prélèvements et consommations d'eau
Prescription contrôlée : Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement. Les niveaux et dispositifs de protection doivent répondre aux recommandations formulées par le guide technique réseaux d'eau destinés à la consommation humaine à l'intérieur des bâtiments (CSTB 2003).
Constats : Prescription respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Relevé des prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 30.1
Thème(s) : Risques accidentels, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eaux de toutes origines, comme définies à l'article 16.1, sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement. Les résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé consultable par l'inspection. En particulier, un dispositif de mesure totalisateur permet de distinguer spécifiquement les eaux de process (déconditionnement) des autres utilisations.
Constats : Prescription respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 17.2
Thème(s) : Autre, Collectes des effluents liquides
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.
Constats : Prescription respectée. Mise à jour des schémas en cours suite aux modifications initiées.
Observations : L'exploitant fera parvenir à l'inspection le ou les plans dès finalisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Séparation des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 19.2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets produits
Prescription contrôlée : L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.
Constats : Prescription respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 24.4
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
Prescription contrôlée : Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée. Une surveillance est assurée en permanence.
Constats : Prescription respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Vérification périodique et maintenance des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 26.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.
Constats : Prescription respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Vérification périodique et maintenance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 28.3
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : Prescription respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Suivi des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 30.3
Thème(s) : Risques accidentels, Autosurveillance
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour le registre des déchets prévu par l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement. Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.
Constats : Prescription respectée.
Type de suites proposées : Sans suite